

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° **025** /AAONO/MINTP/CIPM-TERI/ 2026 DU 30 MARS 2026

EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES EN TERRE AUX PRODUITS STABILISANTS, DANS LES REGIONS DU CENTRE ET DU LITTORAL.

FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICE 2026 ET SUIVANTS

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de circulation des biens et des personnes, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert (AONO), en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien de certaines routes en terre aux produits stabilisants, dans les régions du centre, du Littoral.

2. Consistance des travaux

Outre les travaux généraux relatifs à la préparation et l'organisation du chantier, à l'issue desquelles le Cocontractant est appelé à fournir un certain nombre de documents (projet d'exécution incluant les études d'identification des sols en place ; Plan d'Assurance de la Qualité ; dossier de récolement, etc.), les travaux à exécuter dans le cadre du présent marché comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- ❖ Les installations comprenant l'installation du chantier, l'aménagement et le repli du matériel, la réalisation des études d'exécution et études géotechniques ;
- ❖ Le débroussaillage et nettoyage des emprises, l'abattage et élagage des arbres, le dégagement à la pelle ou au bulldozer, les terrassements comprenant, les remblais (apports) en latéritique pour nivellement de la plateforme, la mise en forme de la plateforme avec des fossés et exutoires, le curage et la remise en forme des fossés en terre existants et la dépose des ouvrages hydrauliques défectueux ;
- ❖ Les travaux de la chaussée comprenant : les excavations pour purge des bourniers, la mise en place d'une couche de base en matériaux naturels (15 à 20 cm) amélioré par un stabilisant ou la scarification de la chaussée et le retraitement des matériaux au produit stabilisant sur une profondeur de 15 à 20 cm (y compris apports éventuels de matériaux supplémentaires nécessaires), et la mise en place d'un revêtement en Enduit bicouche ;
- ❖ L'assainissement et le drainage comprenant le curage des buses et du lit de cours d'eau, la réalisation des fossés bétonnés et maçonnés, des caniveaux avec dalettes, la fourniture et pose de buses avec ouvrages de tête ;
- ❖ Les travaux d'ouvrage d'art comprenant la construction des dalots en béton armé de section variable et la construction des ponts avec équipements ;
- ❖ La Construction et la gestion des barrières de pluies types MINTP.

Lesdits travaux sont amplement définis dans le CCTP, y compris les travaux à réaliser suivant les approches Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO).

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués en deux (02) lots comme suit :

N° lot	Régions	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Type d'intervention
1-Ce	Centre	Obala - Sa'a- Ntui, Phase 1; Obala - Carrefour EfoK - Ecole Publique d'Ekoum-Ondom - Ecole Publique de Lebamzip - Sa'a (15 km) et Bretelle Nkometou II (Ecole Publique) - Carrefour Eso Minsan - CSI de Ngal II - Marché Nkometou (14,5 km)	29,5	Entretien aux produits stabilisants
2-Lt	Littoral	Pont Sanaga - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron) (13,7 km) et Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe (12,2 km)	25,90	
Total			55,40	

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

N° Lot	Tronçon	Budget prévisionnel (FCFA TTC)
1-Ce	Obala - Sa'a- Ntui, Phase 1 : Obala - Carrefour EfoK - Ecole Publique d'Ekoum-Ondom - Ecole Publique de Lebamzip - Sa'a (15 km)) et Bretelle Nkometou II (Ecole Publique) - Carrefour Esso Minsan - CSI de Ngal II - Marché Nkometou (14,5 km)	2 000 000 000
2-Lt	Pont Sanaga - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron) (13,7 km) et Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe (12,2 km)	2 154 729 443
Total		4 154 729 443

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à Quatorze (14) mois calendaires (hors période de garantie), dont Dix (10) mois pour l'exécution des travaux proprement dits et Quatre (04) mois pour la gestion des barrières de pluies (BP), suivant le tableau ci-après :

N° Lot	Tronçon	Délai (en mois)
1-Ce	Obala - Sa'a- Ntui, Phase 1 : Obala - Carrefour EfoK - Ecole Publique d'Ekoum-Ondom - Ecole Publique de Lebamzip - Sa'a (15 km)) et Bretelle Nkometou II (Ecole Publique) - Carrefour Esso Minsan - CSI de Ngal II - Marché Nkometou (14,5 km)	Travaux : 10
		Gestion des BP: 04
		Total : 14
2-Lt	Pont Sanaga - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron) (13,7 km) et Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe (12,2 km)	Travaux : 10
		Gestion des BP: 04
		Total : 14

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais catégorisées à l'issue de la publication des résultats de la catégorisation des entreprises du sous-secteur d'activités « route ».

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP du MINTP – Ligne Fonds Routier, Exercices 2026 et suivants et, les ressources correspondantes programmées comme suit :

N° Lot	Tronçon	Budget prévisionnel (FCFA TTC)	Programmation		
			2026	2027	2028
1-Ce	Obala - Sa'a- Ntui, Phase 1 : Obala - Carrefour EfoK - Ecole Publique d'Ekoum-Ondom - Ecole Publique de Lebamzip - Sa'a (15 km)) et Bretelle Nkometou II (Ecole Publique) - Carrefour Esso Minsan - CSI de Ngal II - Marché Nkometou (14,5 km)	2 000 000 000	400 000 000	700 000 000	900 000 000
2-Lt	Pont Sanaga - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron) (13,7 km) et Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe (12,2 km)	2 154 729 443	400 000 000	800 000 000	954 729 443

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « **En ligne (online)** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appels d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à :

N° Lot	Montant de la caution de soumission en FCFA
1-Ce	10 000 000
2-Lt	10 000 000

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (physique) peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent mille (400 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...). Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme CO-LEPS au plus tard le 04 MAI 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, l'original de la caution de soumission et du récépissé CDEC ainsi qu'une copie de sauvegarde de l'offre non compressée enregistrée sur clé USB devront parvenir sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, porte 4/36, au plus tard le 04 MAI 2026 à 11 heures, et déposés contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

025 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 30 MARS 2026 / AONO/MINTP/ CIPM-TERI/2026 DU 30 MARS 2026 »

EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES EN TERRE AUX PRODUITS STABILISANTS, DANS LES RÉGIONS DU CENTRE ET DU LITTORAL ».
BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICE 2026 ET SUIVANTS.
MAITRE D'OUVRAGE : Ministre des Travaux Publics.
(COPIE DE SAUVEGARDE, RÉCÉPISSÉ DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION) »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36, en plus de la copie de sauvegarde, l'original de la caution, le récépissé de la CDEC et l'accusé de réception du dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumises sur la plateforme COLEPS.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives devant être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 04 MAI 2028 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures (CIPM-TERI) auprès du Ministère des Travaux Publics, siégeant à sa salle de réunion à l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- absence à l'ouverture des plis, de l'original du cautionnement de soumission ;
- non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente à l'exception de la caution de soumission;

b) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :

- une note méthodologique d'exécution des travaux, comprenant obligatoirement un chapitre sur la mise en œuvre du produit stabilisant envisagé. Cette note sera également accompagnée d'un document additionnel mettant en relief les approches HIMO telles qu'indiquées dans le formulaire type (Pièce N°10 – Annexe 14 du DAO). La note méthodologique sera considérée comme absente si les dispositions sur la mise en œuvre des produits et le document additionnel n'y figurent pas;
- la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- une déclaration d'engagement pour les approches HIMO (modèle pièce n°13 du DAO) et, qui intègre la formalisation avant le démarrage du projet, d'une convention de partenariat avec les communes du ressort des travaux en vue de leur accompagnement technique pour l'utilisation des ressources locales et la participation active des membres de la communauté ;
- Un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Diplôme universitaire en Genil Civil (Bac + 3 minimum), inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC), ayant au moins sept (07) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant été conducteur des travaux ou Ingénieur routier (terrassements/chaussées) pour des contrats de travaux d'au moins deux (02) projets de construction, de réhabilitation ou d'entretien des routes de montant d'au moins 500 millions de Fcfa chacun; et qui aura déclaré sa disponibilité à travers une attestation de disponibilité datée et signée par ce dernier;

- une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire, accompagnée d'un rapport de visite des lieux assorti de photos des sections critiques de la route avec leurs localisations (l'attestation sera considérée comme absente si ce rapport de visite imagé n'est pas joint) ;
 - une attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances pour préfinancer les travaux objet de l'Appel d'Offres de référence, à hauteur d'au moins six cent millions (600 000 000) de Fcfa pour chaque lot postulé;
 - la justification de la possession en propre du matériel minimum constituant la liste suivante :
 - Six (06) camions bennes d'au moins 20 tonnes;
 - deux (02) niveleuses avec scarificateur à dents multiples (Caterpillar 140H ou équivalent);
 - deux (02) pelles chargeuses;
 - deux (02) pelles excavatrices;
 - un (01) Compacteur vibrant à bille (compacteur tambour) d'au moins 15 tonnes;
 - un (01) Compacteur à pneu d'au moins 25 tonnes ;
 - un (01) camion-citerne à eau d'au moins 15 m³;
 - un (01) camion-citerne bouille à émulsion ou une (01) répandeuse à émulsion, d'au moins 6000L (pour le lot 2-Lt uniquement).
 - n'avoir pas satisfait tous les trois (03) critères essentiels.
- c) **Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :**
- Une soumission timbrée, datée signée et cachetée ;
 - Le bordereau des prix (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages signé et cachetée à la dernière page ;
 - Les devis quantitatifs et estimatifs (y compris devis travaux HIMO suivant formulaire type Pièce N°10 – Annexe 11 du DAO) datés, signés et cachetés ;
 - Les sous détails des prix quantifiés paraphés à toutes les pages.
 - Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- d) **Absence des preuves d'acceptation des clauses du marché ;**
- e) **Absence de l'original de la caution de soumission ;**
- f) **Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.**
- g) **Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;**
- h) **Non-conformité du mode de soumission.**

15.2. Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire tous les trois (03) critères essentiels suivants :

- a) le personnel d'encadrement proposé sur **un (01) critère** ;
- b) le matériel à mobiliser sur **un (01) critère** ;
- c) les références du soumissionnaire sur **un (01) critère**.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots :

Il ne peut être attribué qu'au plus 01 lot par soumissionnaire dans le cadre du présent appel d'offre.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *quatre-vingt-dix (90) jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, porte 4/36, , Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 30 MARS 2026

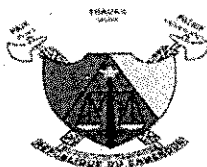
Le Ministre des Travaux Publics

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- MINTP ;
- Président CIPM-TCRI
- Affichage chrono



Emmanuel NGANOU D.



OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. **025** /AAONO/MINTP/CIPM-TERI/ 2026 OF **30 MARS 2026**

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS ON CERTAIN EARTH ROADS IN THE CENTRE AND LITTORAL REGIONS

FINANCING: MINTP BUDGET – ROAD FUND LINE, 2026 FINANCIAL YEAR ET SEQ.

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the improvement of conditions for the movement of people and goods transit, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues an Open National Call for Tenders, in emergency procedure for the execution of maintenance works on certain earth roads in the Centre and Littoral Regions.

2. Scope of Works

In addition to the general works relating to the preparation and organisation of the site, at the end of which the contracting partner is required to provide a certain number of documents (final design including **geotechnical studies to characterise soil layers**, Quality Assurance Plan, post completion drawings, etc.), works to be carried out under this contract shall include the following operations, inter alia:

- ❖ Installation, including site installation, delivery and removal of equipment and conduct of execution and geotechnical studies;
- ❖ Bush clearing and cleaning of rights-of-way, including felling and pruning of trees, clearing with shovels or bulldozers, execution of earthworks including laterite backfill (additions) for levelling the roadbed, reshaping of the platform with ditches and outlets, cleansing and reshaping of existing earth ditches and removal of defective hydraulic structures;
- ❖ Road works including excavations to purge quagmires, laying of a base course made of natural materials (15 to 20 cm thick) improved with a stabiliser or scarifying the road surface and re-treatment of the materials with a stabilising product to a depth of 15 to 20 cm (including any required additional materials) and double surface dressing pavement;
- ❖ Sanitation and drainage, including cleansing of pipe culverts and stream channel, construction of concrete and masonry ditches, gutters with slabs, supply and installation of pipe culverts and pipe culvert heads;
- ❖ Construction of engineering structures, including reinforced concrete box culverts of varying sections, bridges and equipment;
- ❖ Construction and management of MINTP-type rain gates.

These works are more detailed in the Special Technical Conditions (CCTP), including those to be executed through the Labour-Intensive Approach (HIMO).

3. Tranches/Allotment

Works under this Call for Tender shall be tendered for in two (2) lots as follows:

Lot No.	Regions	Road Sections	Estimated Lengths (Km)	Type of Intervention
1-CE	Centre	Obala - Sa'a - Ntui, Phase 1: Obala - Carrefour EfoK - École Publique d'Ekoum-Ondom - École Publique de Lebamzip - Sa'a (15 km) and Nkometou II ramp (École Publique) - Carrefour Ezzo Minsan - CSI de Ngai II - Marché Nkometou (14.5 km)	29.5	Maintenance with stabilising products
2-Lt	Littoral	Senaga Bridge - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron) (13.7 km) and Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe (12.2 km)	25.9	
Total			55.4	

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is as follows:

Lot No.	Road Section	Estimated Budget (Including Taxes in CFAF)
1-CE	Obala - Sa'a - Ntui, Phase 1: Obala - Carrefour Efok - École Publique d'Ekoum-Ondom - École Publique de Lebamzip - Sa'a (15 km)) and Nkometou II ramp (École Publique) - Carrefour Esso Minsan - CSI de Ngal II - Marché Nkometou (14.5 km)	2,000,000,000
2-Lt	Sanaga Bridge - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron) (13.7 km) and Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe (12.2 km)	2,154,729,443
Total		4,154,729,443

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum time frame set by the Project Owner for the execution of the works for each lot is fourteen (14) calendar months (excluding the warranty period), including ten (10) months for the execution of the works proper and four (4) months for the management of rain gates (RG) according to the table below:

Lot No.	Road Section	Time Frame (Months)
1-CE	Obala - Sa'a - Ntui, Phase 1: Obala - Carrefour Efok - École Publique d'Ekoum-Ondom - École Publique de Lebamzip - Sa'a (15 km)) and Nkometou II ramp (École Publique) - Carrefour Esso Minsan - CSI de Ngal II - Marché Nkometou (14.5 km)	Works execution: 10
		Rain gate management: 4
		Total: 14
2-Lt	Sanaga Bridge - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron) (13.7 km) and Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe (12.2 km)	Works execution: 10
		Rain gate management: 4
		Total: 14

This time frame shall run from the date of notification of the order to commence service delivery, and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and miscellaneous constraints.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to contractors or consortia in the building and public works sector governed by Cameroon law, following results of the categorisation of contractors in the "road" sub-sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line, 2026 Financial Year et seq. and the corresponding resources allocated as follows:

Lot No.	Road Section	Estimated Budget (Including Taxes in CFAF)	Programming		
			2026	2027	2028
1-CE	Obala - Sa'a - Ntui, Phase 1: Obala - Carrefour Efok - École Publique d'Ekoum-Ondom - École Publique de Lebamzip - Sa'a (15 km)) and Nkometou II ramp (École Publique) - Carrefour Esso Minsan - CSI de Ngal II - Marché Nkometou (14.5 km)	2,000,000,000	400,000,000	700,000,000	900,000,000
2-Lt	Sanaga Bridge - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron) (13.7 km) and Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe (12.2 km)	2,154,729,443	400,000,000	800,000,000	954,729,443

8. Bidding Method

Bids shall be submitted as follows: "online". In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts. The list of such institutions is available in Document 14 of the Tender Documents, whose amount shall be as follows:

Lot No.	Amount of the bid bond in CFAF
1-CE	10,000,000
2-Lt	10,000,000

The bid bond shall be valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity date. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised, by the Ministry in charge of Finance, to issue bonds as part of public contracts, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond provided but having no connection

with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

The Tender Documents may be consulted during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor, door 4/36, of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at Etoudi, upon publication of this Call for Tenders.

Soft copies can also be accessed on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or on the website of the PCRA (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Hard copies of tender documents may be obtained in the Project Owner's offices, during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative centre at ETOUDI, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **four hundred thousand (400,000) CFAF**.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.). The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copies of Tender Documents by free download from the addresses indicated above. However, online or offline tendering shall be subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

- For online tendering, tenderers must upload their bids on COLEPS platform no later than 04 MAY 2026 at 11 a.m.

In addition, the original bid bond and an uncompressed backup copy of the bid, saved in a CD, DVD or USB drive, shall be submitted, in a sealed envelope clearly and legibly bearing "backup copy", against a receipt at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor, door 4/36, of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, located at Etoudi, administrative centre, no later than 04 MAY 2026 at 11 a.m. The sealed envelope must bear the following:

025 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
NO. 30 MARS 2026 / AONO/MINTP/ CIPM-TERI/2026 OF
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS ON CERTAIN EARTH
ROADS IN THE CENTRE AND LITTORAL REGIONS.
MINTP BUDGET - ROAD FUND LINE, 2026 FINANCIAL YEAR ET SEQ.
PROJECT OWNER: Minister of Public Works.
(BACKUP COPY, DEPOSIT RECEIPT ISSUED BY CDEC AND ORIGINAL BID BOND)".

File Size and Format

For online tendering, the maximum size of the documents to be uploaded on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats shall include:

- PDF for text documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall endeavour to use compression software to reduce the size of the files to be forwarded.

Note: Tender Documents must be submitted within the same deadline at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A at the headquarters building of the Ministry of Public Works in Etoudi. In addition to the backup copy, acknowledgement of receipt of bid submission on the COLEPS platform, the the original bid bond, bond and the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund.

13. Bid Admissibility

The administrative, technical and financial offers must be uploaded on the COLEPS platform.

The Project Owner shall reject:

- Bids submitted after the submission deadline;
- Bids that do not comply with the bidding method.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. The absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any possible petition. A bid bond having no connection with the consultation concerned will not be taken into account. A bid bond presented during bid opening session will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at one at noon on 04 MAI 2026 by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works (CIPM-TERI) at the Ministry of Public Works, in their meeting room located at the headquarters building of the Ministry at Etoudi, administrative centre.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file during the tender-opening session, after a 48-hours period allowed by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

a) **Incomplete administrative file due to:**

- Absence of the original bid bond at the opening of tenders;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48h-hour extension except for the bid bond;

b) **Incomplete technical offer in the absence of one of the following elements:**

- a methodological note on works execution, which must include a chapter on the application of the selected stabilising product. This note shall be accompanied by an additional document highlighting the HIMO methods as indicated in the standard form (Document No. 10 – Appendix 14 of the Tender documents). The methodological note shall be deemed absent if it fails to include the product application provisions and the additional document are not included therein;
- The formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- a statement of commitment to HIMO methods (Sample Document No. 13 in the Tender Documents), including the formalisation, prior to the start of the project, of a partnership agreement with the competent councils of the project area. This partnership agreement aims to provide technical support for the use of local resources and ensure the active participation of local residents;
- A Works Foreman meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (STR): Civil Engineer (GCE A-L/Baccalauréat + 3 at least), enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE), with at least seven(07) years of general experience in the Building and Public Works sector and having worked as a Works Foreman or Road Engineer (earthworks/carriageways) on at least two (2) construction, rehabilitation or maintenance projects worth at least 500 million CFA francs each; and who has declared their availability through an attestation of availability dated and signed by the candidate;
- a dated, stamped and formally signed attestation of site visit initialled on each page and signed on the last by the tenderer, alongside a documented and illustrative site visit report including photographs of critical areas and their locations (this attestation shall be deemed absent in the event this illustrative report is not attached);
- an attestation of financial capacity or available credit line of at least six hundred million (600,000,000) CFAF for each lot tendered for, issued to the bidder by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance to pre-finance this contract;
- proof of ownership of the minimum equipment listed below:
 - six(6) dump trucks weighing at least 20 tonnes;
 - two (2) graders with a multi-tine scarifier (Caterpillar 140H or equivalent);
 - two (2) backhoe loaders;

- two (2) crawler excavators;
- one (1) vibratory compactor (drum compactor) weighing at least 15 tonnes;
- one (1) tyre compactor of at least 25 tonnes;
- one (1) water tanker of at least 15 m³;
- one (1) emulsion tanker or one (1) emulsion spreader of at least 6,000 L (only for lot 2-Lt).

- Failure to meet all three (3) essential criteria.

c) **Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:**

- A stamped, dated and signed bid;
- A unit price schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page, and signed and stamped on the final page;
- Dated, signed and stamped Bill of Quantities (including the estimates of the works to be executed through HIMO in accordance with the standard form in Document No. 10 – Appendix 11 of the Tender Documents);
- A breakdown of quantified unit prices initialled on all pages.

d) **Omission of a quantified unit price in the financial offer.**

e) **Failure to show proof of agreeing to the terms and conditions of the contract.**

f) **Absence of the original of the bid bond.**

g) **False declaration, forged or inauthentic documents, fraud.**

h) **Non-compliance with the file format for bids submitted online.**

i) **Non-compliance with the bidding method.**

15.2. Essential Criteria

To be qualified, the tenderer shall fulfil the following three (3) criteria:

- a) Proposed supervisory staff on **one (1) criterion**;
- b) Equipment to be mobilised on **one (1) criterion**;
- c) Contractor's references on **one (1) criterion**.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required technical and financial qualification criteria, including any proposed discounts.

17. Maximum Number of Lots to Award

Any bidder shall not be awarded more than one lot on this Call for Tenders.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for *a period of ninety (90) days*, with effect from the initial tender submission deadline.

19. Further Information


Further information can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor, Room 4/36, of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at Etoudi, administrative centre, , Tel.: 222 23 12 56, at the Ministry of Public Works or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

If you wish to report acts of malpractice or corruption, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- PCRA;
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-TCRI;
- Notice board / Chrono.

Yaounde, **30 MARS 2026**
 The Minister of Public Works

 Emmanuel NGANOU D.